

## Crise au Burundi: la société civile en appelle à l'Union africaine

RFI, 02-04-2018 A l'approche de la tenue en mai prochain du référendum au Burundi censé permettre à Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir, la société civile est de plus en plus inquiète. Ce référendum devrait finir d'enterrer l'accord d'Arusha qui était la pierre angulaire de la paix et de la réconciliation au Burundi, avec ce partage du pouvoir entre Hutus et Tutsis.

Le référendum est rejeté par une majorité de représentants de l'opposition et de la société civile qui pour l'essentiel vivent en exil. Depuis deux ans, c'est la communauté des Etats d'Afrique de l'Est qui tentait d'instaurer un dialogue entre le président burundais et ses détracteurs, mais en vain. Pour la société civile, il est temps que l'Union africaine reprenne le dossier. Janvier Bigirimana, secrétaire général du Focode et représentant de «Tournons la page au Burundi» : «Cela fait plus de deux ans que la communauté de l'Afrique de l'Est essaie de trouver une solution à la crise burundaise. Lorsque le facilitateur, le président tanzanien, présentait les résultats des négociations qui avaient eu lieu depuis deux ans, il a dit qu'il n'avait pas eu le soutien de ses chefs d'Etat. Donc, si le facilitateur avoue publiquement le soutien des chefs d'Etat de la communauté de l'Afrique de l'Est, nous pensons qu'il est grand temps qu'une autre dimension beaucoup plus grande, celle de l'Union africaine, afin que l'Union africaine essaie de convaincre Nkurunziza et son régime que la meilleure solution à la crise burundaise est d'accepter de négocier avec ses opposants sans aucune précondition.»

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});